Les Cahiers du CEDIMES
2024, Volume 19, numéro 4, https://doi.org/10.69611/cahiers19-4-09
ISSN 2110-6045

Mutation géopolitique et élections à Madagascar

Blanche Nirina RICHARD[1*], Amaïde Arsan Miriarison TSIKOMIA[2]

[1]Professeur Titulaire, Administrateur de l'Université, Université d'Antananarivo, Antananarivo – Madagascar, blancherichard@yahoo.fr

[2]Professeur, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie, Université de Toliara, Toliara – Madagascar, tsikomia@yahoo.fr

[*]auteure correspondante

Résumé : La paix qui s'est installée progressivement après la deuxième guerre mondiale a permis au monde contemporain de se concentrer sur le commerce et le développement économique. Le centre d'intérêt des pays industrialisés s'est alors déplacé vers l'exploitation et non l'accès aux ressources et le mécanisme de répartition des capitaux suivant la logique de la rentabilité. La guerre en Ukraine et les tensions entre les pays des grandes puissances entraînent un nouveau paradigme. Le monde actuel se dirige vers le retour de l'Etat Nation où le nerf de la guerre est le contrôle de la technologie.

On s'interroge alors si Madagascar pourrait saisir les opportunités offertes par les changements et la mutation géopolitique actuelle, quand bien même son importance géopolitique et géostratégique a progressivement baissé depuis son indépendance. Ainsi, ce travail s'intéresse aux menaces et opportunités pour Madagascar face à la mutation géopolitique du monde actuel.

Dans un premier temps, la mutation géopolitique du monde contemporain sera mise en évidence. Ensuite une étude des cycles économicopolitiques à Madagascar sera présentée. Enfin, des propositions d'issues pour Madagascar face aux défis actuels seront avancées.

En fait, Madagascar ne peut pas s'échapper des problèmes de la géopolitique mondiale et Africaine. La colonisation a marqué fortement l'administration politique malgache.

Mots clefs : Mutation ; Géopolitique ; Géostratégie ; Election ; Madagascar

Abstract: The peace that gradually settled after the Second World War allowed the contemporary world to focus on trade and economic development. The center of interest of industrialized countries then shifted towards exploitation and not access to resources and the mechanism for distributing capital following the logic of profitability. The war in Ukraine and the tensions between the countries of the great powers are leading to a new paradigm. Today's world is moving towards the return of the Nation State where the crux of the matter is the control of technology.

We then wonder whether Madagascar could seize the opportunities offered by the changes and the current geopolitical mutation even though its geopolitical and geostrategic importance has gradually declined since its independence. Thus, this work focuses on the threats and opportunities for Madagascar in the face of the geopolitical transformation of today's world.

Firstly, the geopolitical transformation of the contemporary world will be highlighted. Then a study of economic-political cycles in Madagascar will be presented. Finally, proposed solutions for Madagascar in the face of current challenges will be put forward.

In fact, Madagascar cannot escape the problems of global and African geopolitics. Colonization had strong impact on the Malagasy political administration.

Keywords: Mutation; Geopolitics; Geostrategy; Election; Madagascar

Classification JEL : F68

1. Introduction

La paix du monde contemporain a favorisé l'exploitation des ressources stratégiques notamment les minerais et les énergies fossiles, le mécanisme de répartition des capitaux des pays industrialisés et le commerce extérieur. Pour préserver la sécurité mondiale, plusieurs conventions et des accords ont été établis par beaucoup des pays comme le contrôle de la technologie d'exploitation des armements et des communications.

En 2022, la guerre en Ukraine a provoqué des tensions et des influences d'idéologie politique entre les pays des grandes puissances, les pays émergents et les pays d'Afrique, d'où une mutation géopolitique mondiale. Elle fragilise l'économie mondiale des pays africains avec l'accroissement des prix dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire : blés, céréales, et du pétrole et du gaz. A controverse, cette crise géopolitique permettra à l'Afrique de réfléchir à sa dépendance aux autres continents.

Depuis les années 1990, les choix de la politique démocratique engagés dans de nombreux pays en développement et/ou sous-développés ont donné une progression dans les orientations politiques, économiques et sociales issues de la volonté des citoyens. Ils ont permis une meilleure compréhension des comportements électoraux, malgré la pauvreté et le faible niveau de perception intellectuelle des programmes électoraux des dirigeants politiques.

Les élections, qui ont été toujours considérées comme l'un des facteurs principaux de la mise en place des dirigeants politiques, sont aussi source de la crise sociopolitique et économique d'un pays. La démocratie est une « *récompense électorale* ». Elle est une amélioration réelle de la vie de la population ou le ressenti de bien-être des citoyens électeurs car au final, ce sont eux qui décident. Mais la soif du pouvoir en Afrique provoque toujours des problèmes pendant les élections. Les élus recherchent la popularité pour avoir la chance d'être réélus et de gaspiller excessivement les ressources financières. Ces comportements pourraient avoir des effets négatifs sur la politique budgétaire et l'efficacité de l'investissement.

Pour Madagascar, l'unification politique fut ébauchée dès la fin du XVIII^{ème} siècle par l'extension du royaume *merina.* Il est un Etat unitaire de régime présidentiel. Il est composé de six provinces : Antananarivo, Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa, Antsiranana et Toliary, et de vingt-trois régions.

Malgré les différentes théories économiques, il est très difficile de montrer le cas à long terme de la situation politique à Madagascar. Le pays a été confronté aux crises cycliques de 1972, 1982, 1991-1992, 2001-2002 et 2009. Celles-ci ont engendré le faible niveau de vie de la population, augmentant le seuil de la pauvreté et les inégalités sociales. De plus, l'effet de la pandémie de COVID-19 a aussi freiné la croissance économique malgache par une diminution de 4% du PIB réel et d'une crise sur le secteur financier qui a obligé la banque centrale à injecter des liquidités dans le système.

2. Géopolitique mondiale

2.1. Un problème contemporain du néolibéralisme économique

La mondialisation contemporaine est en péril face aux nouvelles crises mondiales :

- Guerres économiques par la fermeture des échanges commerciaux par embargos,
- Insécurités et menaces terroristes qui poussent les pays à renforcer et à trouver des partenariats militaires et en armements dans quelques pays d'Afrique et du Moyen-Orient,
- Revendications territoriales comme en Sibérie et l'Extrême-Orient russe,
- Tensions qui se multiplient au Proche-Orient (Syrie et Irak), en Europe orientale (Ukraine), en Extrême-Orient (Russie, Chine et Corée) et en Afrique (Gabon, Mali…) par des guerres et des crises politiques.

On s'aperçoit que le monde est confronté à des bouleversements majeurs, d'où une stagnation de l'économie mondiale ou la validité d'un risque d'absence du néolibéralisme économique du monde contemporain. On peut aussi parler d'un libéralisme autoritaire imposé par les dirigeants des grandes puissances dans les échanges commerciaux, économiques et politiques mondiaux.

Plus récemment, considérant l'OCS, Organisation de la Coopération de Shanghai, en 2001 et le sommet du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) du 22 aout 2023, la guerre en Ukraine a provoqué une divergence d'opinion des pays émergents qui ne veulent pas être entrainés dans une compétition entre les puissances mondiales même si leur objectif est de chercher à étendre l'influence politique et économique mondiale. En effet, cette guerre en Ukraine a favorisé une relation forcée avec la Russie qui se prive de ses relations économiques, commerciales et diplomatiques avec un certain nombre des pays occidentaux notamment l'Union européenne. C'est pourquoi, elle vend et ouvre ses relations en Asie. « *[…] Les échanges commerciaux sino-russes ont enregistré une hausse de 34% sur an en 2022 selon les douanes chinoise* ».

Ainsi, par ailleurs, suite à la déclaration de Robert FICO du parti populiste sur l'orientation de la politique étrangère lors de la campagne électorale d'arrêter l'aide à l'Ukraine voisine, les élections législatives slovaques de 2023 a été avancée le 30 septembre 2023. Ce choix décisionnel de la République Slovaque, membre de l'UE, Union Européenne, face à la guerre en Ukraine, a provoqué une tension politique au niveau de l'UE et de l'OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, pour la protection de l'Ukraine. D'où, un isolement diplomatique et économique de la République Slovaque.

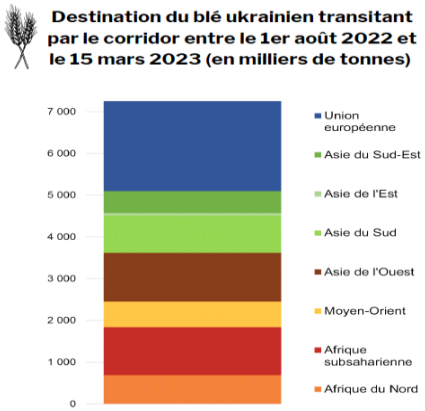
2.2. Stratégie Russe

A la fin de la guerre froide, suivie de l'éclatement de l'URSS et de la naissance des blocs Est et Ouest allemands, on a assisté à une lutte d'influence qui a contribué à la fragilisation des régimes africains. La Russie, d'un côté, certains pays occidentaux de l'autre, se sont évertués à maintenir sous leurs jougs respectifs les pays qu'ils jugeaient utiles à contrôler pour des raisons inavouées.

Actuellement, la Russie incite les pays africains à sa géostratégie d'exploiter leurs ressources et d'être conscients de cette opportunité. Le sommet Russie-Afrique en 2019 a réunis 43 chefs d'État africains et prévoit des investissements pour le continent d'une valeur de 40 milliards de dollars en cinq ans.

En 2022, cette stratégie est justifiée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a entraîné une hausse significative des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. Les prix des céréales ont connu une augmentation particulièrement forte. D'où, une insécurité alimentaire, des crises sociales et la récession économique.

Figure 1 : Importance de l'exportation du blé ukrainien



Source : Olia Tayeb CHERIF (Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde)

2.3. Géopolitique en Afrique francophone

Depuis l'époque coloniale, la France a toujours engagé une répression politique et d'exploitation des ressources de ses colonies.

La Françafrique traduit cette relation entre la République française et ses anciennes colonies, assortie de protection continue des dirigeants africains élus contre les aléas qui peuvent entraver leur pouvoir, d'un asile en cas de poursuites, et de certaines facilités administratives. Cette situation favorise, et oblige d'une autre façon, l'absence totale de pouvoir des dirigeants politiques en place par souci des influences de financement, de facilités économiques, des investissements prioritaires, et dans la peur d'être remplacés par d'autres marionnettes plus manipulables. D'où, l'absence d'intérêt au développement à long terme des pays concernés et exploitation des ressources contrôlées.

En fait, les implications de la déstabilisation politique de la Françafrique sont axées sur les ressources stratégiques :

- Pression sur la politique d'investissement ;
- Renversements de pouvoir en faveur de « *poulains* » à la tête des anciennes colonies.

Relevant des fonctions régaliennes de l'Etat, les ouvertures économiques aux autres pays développés et émergents sont donc lésées.

Cependant, des cas d'obstruction à la Françafrique peuvent être constatés par l'ambition de quelques dirigeants aboutissant à des conséquences économiques et politiques de l'indépendance financière.

C'était le cas de la Libye, où le Président Mouammar KHADAFI a initié la mise en place de la monnaie unique de l'Afrique en l'an 2000 et qui a conduit à sa chute.

C'est également le cas de l'initiative et l'instauration de la nouvelle monnaie par l'UEMOA, Union Economique et Monétaire Ouest Africaine par quelques pays ; Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo, car l'existence du francs CFA, Colonie Française de l'Afrique, créé en 1945, n'a pas permis leurs développements. Le franc CFA est le symbole du lien colonial avec la France mais le développement de l'économie contemporaine lui a obligé la fin le 20 mai 2020 en Conseil des Ministres, ce qui a fragilisé le lien entre ces pays et la France

La prise de pouvoir des militaires à Bamako au Mali le 24 mai 2021 détériore aussi les relations du pays avec la France, ancienne puissance coloniale engagée militairement au côté de l'armée malienne contre les djihadistes depuis 2013. La junte pousse les forces françaises vers la sortie en 2022 et se tourne politiquement et militairement vers la Russie.

Le coup d'Etat au Burkina Faso, dirigé le 30 septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré, mène à l'arrestation puis à la démission du lieutenant-colonel Damiba, qui s'exile au Togo. A son

arrivée au pouvoir, le leader de la junte rompt toute coopération avec la France, préférant se tourner vers la Turquie et la Russie.

Pour s'accrocher au développement de l'économie mondiale et donner la place à l'Afrique au niveau mondial, « *[…] l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), … a opté un délai prévu dans le cadre de l'Agenda 2063 pour la mise en place de la BCA compris entre 2028 et 2034. Les préparatifs de la BCA se feront par l'intermédiaire de l'Institut monétaire de l'Afrique (la Banque centrale africaine, le Fonds monétaire africain et la Banque africaine d'investissement), qui devrait être créé avant la BCA. Il est proposé que le siège de la BCA soit à Abuja au Nigeria* ».

3. La liberté politique

L'effondrement du régime socialiste et communiste en 1991 avait donné une grande réforme démocratisée de la vie politique dans le cadre du Congrès de Bamako qui s'est tenu du 18 au 12 octobre 1946. D'où, la revendication du multipartisme, l'élection libre et transparente, l'Etat de droit.

À Madagascar, la liberté de s'organiser en association ou parti politique, la liberté de la presse et l'indépendance de la magistrature sont formellement garanties par la Constitution.

3.1. L'élection

L'élection est la base des régimes démocratiques. Elle est le moyen de légitimation des institutions de gouvernance généralement acceptées en Afrique.

L'analyse de l'impact de l'élection et le comportement des électeurs a été développé très longtemps au niveau des pays développés. La fonction d'évaluation de la politique est exprimée par l'influence de la politique à travers les électeurs et l'influence de la politique économique à travers les gouvernements.

Les modèles politico-économiques représentent alors une étude des cycles économiques qui peut être volontaire pour des raisons politiques.

La dimension politique dans les politiques publiques est celle qui inspire les axes proposés par Patrick SMITH et Andy SMITH en mettant en exergue l'identification de la « *variable politique* ». L'impact des partis politiques est d'abord saisi à travers la variable partisane qui met en rapport les choix publics avec la composition partisane du gouvernement.

Inspiré de Niccolo MACHIAVELLI (1469-1527), Anthony DAWN (1957) a précisé que *les partis politiques font* ***des lois pour gagner des élections, pas gagner des élections pour faire des lois***. Le cycle électoral influence alors la politique générale de l'Etat.

En plus, d'autres travaux sont venus affiner les résultats sur les conditions du cycle électoral en vertu duquel « *le gouvernement, quel que soit sa composition partisane, se comporte différemment selon que la prochaine élection est proche ou lointaine »* (BLAIS, 2003 et FRANESE, 2002).

3.2. Problèmes de logique économique et ceux du cycle électoral

Le cycle politique économique est le résultat d'un cycle économique dont la politique macro-économique (politique budgétaire, politique monétaire) est « *de stimuler l'économie à la veille de l'élection pour être réélu ou représenter une compétition politique entre les partis d'une nation pour appliquer l'idéologie politique à laquelle ils sont affiliés ».*

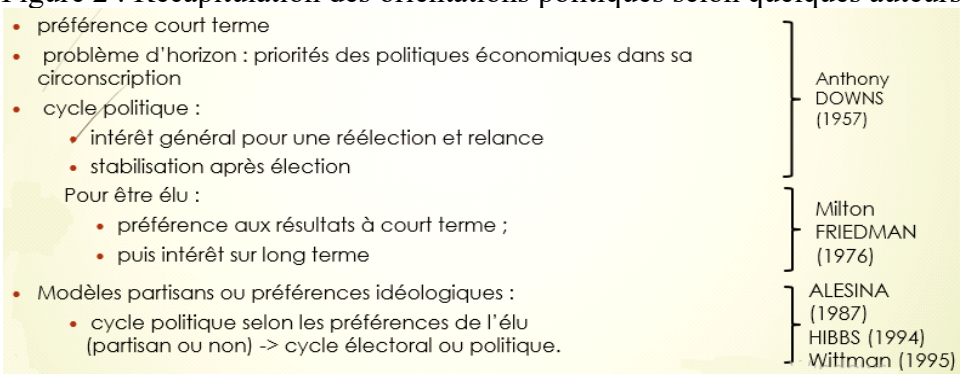
Selon HETTICH et WINNER (1988) : *« […] la fonction objective du gouvernement est la maximisation du soutien politique, et la* ***maximisation du nombre de votes espérés*** *»*. Ainsi, Milton FRIEDMAN (1976) précise que *« […] le choix délibéré du court terme répond aux exigences des politiques. (…) Il lui est donc impossible de porter son intérêt sur le long terme, tout en gardant quelque* ***espoir de se maintenir au pouvoir*** *»*.

SHI et SVENSSON (le cycle budgétaire en 2001), sur une étude en données panel de 125 pays, ont observé que si les revenus diminuent ou non, les gouvernements augmentent leurs dépenses afin d'augmenter les chances de réélection et déclenchent une augmentation du déficit budgétaire

pendant les années électorales. Et, le déficit du PIB est presque le double dans les pays en voie de développement par rapport aux pays développés. C'est **l'influence de la politique aux orientations politiques du budget,** la politique est alors un instrument dans la prise de décision.

Ces modèles concurrents fournissent deux prédictions opposées quant aux effets de la concurrence politique sur les budgets publics. Les modèles d'élus opportunistes suggèrent que plus la concurrence politique est forte, plus les budgets sont élevés, et cela quelle que soit l'appartenance partisane de l'élu. Au contraire, les modèles d'élus partisans prédisent qu'une concurrence politique forte contraint différemment les élus dans la mise en œuvre de leurs programmes partisans, et donc que **l'effet de la concurrence sur les budgets publics doit être différent selon l'appartenance partisane des élus**.

Figure 2 : Récapitulation des orientations politiques selon quelques auteurs



Source : A. A. M. TSIKOMIA (2023) « Le budget des Collectivités Territoriales Décentralisées : Relation cycle politico-économique à Madagascar »,

3.3. De la soif du pouvoir des africains

Deux causes peuvent expliquer cette soif du pouvoir. Premièrement, les causes endogènes comme l'absence de la maîtrise de la culture démocratique : Les africains perçoivent que le pouvoir suprême est un moyen d'enrichissement rapide et incontesté. Deuxièmement, les causes exogènes qui sont moins déterminantes, comme l`action néfaste de la presse étrangère, le poids de la communauté internationale et la partie-prise des bailleurs de fonds du processus électoral.

Ainsi, on peut identifier le nombre record des candidats au présidentiel malgache. Par exemple, 36 candidats en 2018 et 28 candidatures dont 15 candidatures invalidées pour 2023.

On voit bien que, depuis le retour de l'indépendance, l'instabilité politique chronique n'a pas formé des professionnels de la politique mais des partis animés par des intérêts purement personnels, claniques ou régionaux et par l'absence du concept d'intérêt général. D'où, l'affirmation d'Issaka K. SOUARÉ (2017) que la quête du pouvoir est toujours une stratégie des partis politiques.

4. L'héritage de la politique coloniale et le basculement de l'administration politique

La politique coloniale a marqué la gouvernance de Madagascar jusqu'à aujourd'hui au sein des institutions publiques et des administrations, quant à l'inspiration des lois et des textes, les enseignements et les investissements. Les pouvoirs de l'administration ont été toujours au profit de quelques groupes avec l'Etat central, hiérarchisés d'un héritage de l'époque coloniale même s'il avait eu déjà l'abandon et l'abolition des castes.

Pendant la colonisation, cette structure du pouvoir central a été rattachée aux « *merina* » mais, à la première République, Madagascar a opté une politique des races visant à remettre le pouvoir aux « *élites côtiers* ». Mais la compétence des élites « *merina* » a continué indirectement à servir l'administration. L'avènement de la 2ème République du parti politique socialiste AREMA, Antoko Révolutionnaire Malagasy, fut marquée par la malgachisation de l'économie et de la société.

4.1. Quête du pouvoir

Les dirigeants sont considérés comme autoritaires, d'où les problèmes des crises cycliques socio-politiques et économiques fréquents de la quête du pouvoir en Afrique.

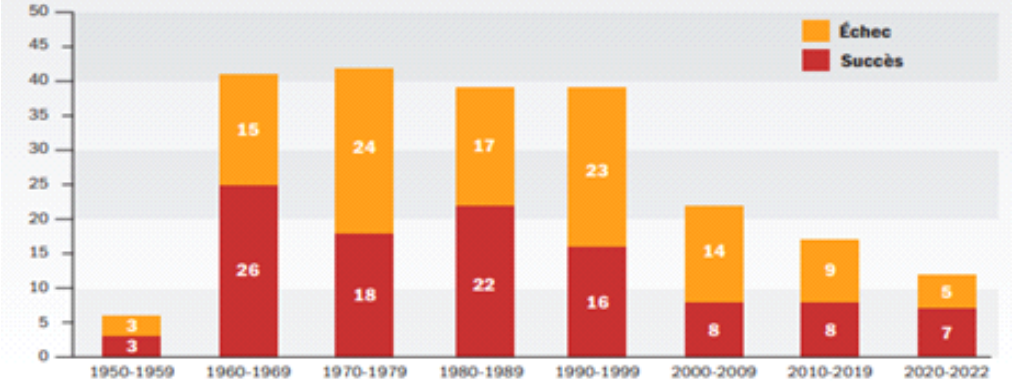
Depuis l'indépendance, presque tous les dix ans, Madagascar a connu des crises politiques : mai 1972, 1982, 10 août 1991, 22 février 2002, 07 février 2009 et 2023. Cette situation fragilise l'économie nationale, voire même locale.

Selon l'ICG, International Crisis Group (2010), « *[…] Depuis l'indépendance, le peuple malgache n'est pas parvenu à s'accorder sur le rôle et le fonctionnement de l'Etat. Divisé entre une conception monarchique du pouvoir héritée de l'ancien régime en vigueur avant l'arrivée des colonisateurs et les aspirations démocratiques contemporaines de la population, Madagascar a pratiquement toujours été dirigé par* ***des présidents extrêmement puissants, au pouvoir quasi-incontesté*** ».

4.2. Réussite suite à la distorsion électorale

Les transitions démocratiques en Afrique ont débuté dans les années 1960. Mais des coups d'Etat se multiplient dans la plupart des pays d'Afriques francophones à l'approche de l'élection présidentielle.

Figure 3 : Les pays d'Afrique avec le plus grand nombre de coups d'État depuis 1952



Source : ADF, Africa Defense Forum (2023)
« Prévenir les coups d'état : Les forces armées essaient d'inverser une tendance troublante »

Selon François ROUBAUD (2001), « *[…] Le rapport annuel pour l'année 2000 de l'institution « Economic Freedom of the World » classait Madagascar aux derniers rangs mondiaux en matière de libertés économiques (droit de propriété, stabilité macro-économique, intégrité de l'administration, etc.). Contre toute vraisemblance, la grande île n'y côtoyait que des pays en guerre et des régimes autoritaires (Sierra Leone, Rwanda, Burundi, République Démocratique du Congo, Congo, Guinée-Bissau, Myanmar, Algérie, Syrie, Albanie, Ukraine)* ».

Après la vague des grèves du 1991, si on évalue les résultats entre deux partis : socialiste et démocrate de Madagascar, on s'aperçoit que cette révolution n'a pas permis le redressement de la performance économique malgache.

Tableau 1 : Le bilan des deux ex-Présidents

Réalisations	D. Ratsiraka (1987-1990)	A. Zafy (1993-1996)	D. Ratsiraka (1997-2000*)
PIB/tête	**+0,1%**	**-1,3%**	**+1,6%**
Inflation	**+19,9%**	**+28,0%**	**+7,5%**

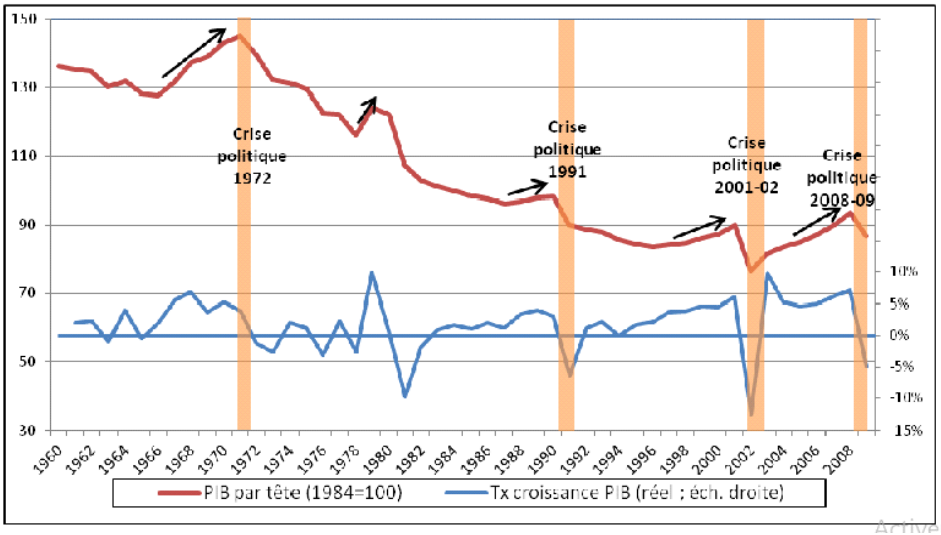
Source : INSTAT (2001)

4.3. Ingérence des élections et troubles socio-économiques

Madagascar a connu une croissance récessive depuis l'indépendance. Jusqu'à aujourd'hui, les rentes sont accessibles aux quelques mains d'héritiers comme l'exploitation des cannelles, du café, de la vanille, du cacao, des girofles, du thé, de la canne à sucre. L'adoption du PAS, Plan d'ajustement structurel, dans le cadre des privatisations des années 1980 et 1990, a permis l'émergence des entrepreneurs nationaux aux côtés des minorités « *karana* » et « *zanatany* » mais a conduit à un mécontentement caché et à la déstabilisation au niveau central de l'administration par quelques groupes des castes.

A partir de 2001, un retour à la stabilité, une amélioration de la situation sociopolitique, la maîtrise de l'inflation et l'arrivée des investissements étrangers ont permis une relance de la croissance économique.

Figure 4 : Le paradoxe malgache depuis l'indépendance : croissances récessives et crises économiques de 1960 à 2010

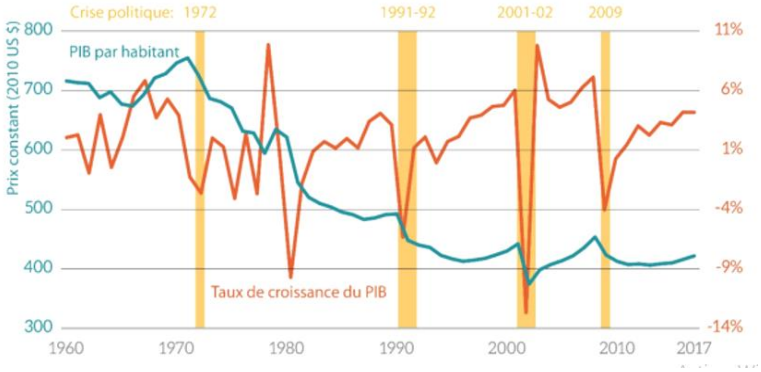


Source : INSTAT (2012)

Selon la Fondation Ibrahim Mo (Ibrahim Index of African Govrenance - IIAG) et le Groupe de la banque mondiale : World Governance Indicators – WDI, il existe un cycle politico-institutionnel, soit une fluctuation des indicateurs de gouvernance avant l'élection et une amélioration après l'élection.

Mais, malgré les différentes théories économiques, il est très difficile de montrer le cas à long terme de la situation politique à Madagascar, compte tenu de l'influence de l'alternance démocratique et économique à cause des investisseurs, des bailleurs de fonds et des idéologies des politiciens. Les crises cycliques ont engendré le faible niveau de vie de la population, augmentant le seuil de la pauvreté et les inégalités sociales. On peut constater alors une diminution de la croissance du PIB face au calendrier électoral présidentiel. C'est ainsi qu'on voit la présence d'une corrélation entre la crise politique et le PIB.

Figure 5 : Corrélation entre les crises politiques et le niveau de croissance économique (1960 à 2017)



Source : Banque mondiale (2017)

Après retour à la stabilité, le modèle économique de Madagascar diffère du modèle d'exploitation coloniale : la rente minière et l'aide publique au développement ont moins d'influence à la dynamique macroéconomique et ne traduisent pas principalement l'amélioration de la situation en matière d'inégalités et de la pauvreté.

4.4. Pistes de résolutions des problèmes

La synergie entre la politique et l'économie a fortement marqué la situation sociopolitique malgache mais toujours en présence de grèves cycliques par des soulèvements populaires mécontents de l'administration politique malgache.

Même si une augmentation de la caution de recevabilité d'une candidature à l'élection présidentielle a été observée de 25 millions d'ariary malagasy à 200 millions d'ariary de 2009 à 2023, cela n'a pas réduit le nombre de candidats à la présidence de la république de Madagascar.

Le mimétisme de l'élection est utilisé comme méthode de la face cachée de l'arrachement du pouvoir : achat de voix des électeurs pendant les périodes électorales par diverses manifestations (foires, spectacles, distribution de tee-shirt et casquettes, distribution de vivres …). Les candidats qui ont une importante ressource financière peuvent avoir beaucoup de chances parce qu'ils ont la capacité de payer des dizaines d'heures de parution sur les chaînes audio-visuelles de grande audience et de visiter des districts et des communes enclavés grâce à la location de jets et hélicoptères privés.

Les élections présidentielles furent toujours l'occasion d'une grande tension politique. En effet, avant la proclamation des résultats, il y a eu toujours beaucoup d'agitations à cause des mécontents. Un aspect important de la violence électorale tient à la capacité des élites politiques à créer des incitations à l'action collective, ainsi que des sanctions, et à mobiliser des milices qui expriment leur loyauté. Ces milices sont souvent impliquées dans le recours à la violence comme instrument de fraude électorale ou comme réaction à celle-ci.

Au final, le niveau d'alphabétisation de la population, provoque un vote irrationnel des citoyens, summum du paradoxe de la pauvreté.

La tendance des candidats présidentiels d'atteindre un indice de popularité forte, surtout le Président en cours de mandat, emprise la politique d'investissement et de développement comme l'indique le modèle de FREY et SCHNEIDER (1978). Autrement dit, si la popularité est faible, il doit intervenir sur les variables macroéconomiques pour augmenter sa chance de réélection et sa popularité permet de suivre son idéologie politique autant que possible qu'il reste au pouvoir.

Même si le « *manuel de gestion des investissements publics* » est décrété en 2023 comme un agenda prioritaire de Madagascar, l'évaluation de la politique est encore influencée par le processus de l'électorat des leaders politiques. L'Etat doit s'attacher à l'amélioration de la qualité et de l'efficience de son travail en maitrisant les dépenses publiques. Pour soutenir l'économie, surtout pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, il faut augmenter les dépenses productives ou positives destinées à encourager la participation aux marchés du travail par l'accumulation des

dépenses de fonctionnement en santé, éducation du capital humain et à la croissance économique. On doit par ailleurs moderniser la décentralisation, afin de mettre en œuvre réellement ces services pour satisfaire les besoins des territoires et tendre vers le développement durable.

Malgré l'existence de la CENI, Commission Electorale Nationale Indépendante, les faiblesses dans la gestion des élections et l'inexistence d'une compétition politique saine, l'impartialité du pouvoir politique en place, reflètent les problèmes initiaux liés à la gestion des élections. La compétition est toujours contestée par le perdant et favorise des troubles et des déstabilisations socioéconomiques.

Dans certains cas, cette situation peut déclencher des cycles d'instabilité liée à la suspension de l'aide extérieure, préjudice subi par l'économie et provoque une récession avec le retrait des entreprises qui investissent dans le pays, ne souhaitant pas développer leur affaire dans un climat d'insécurité, et finalement l'isolement diplomatique à la suite d'un transfert de pouvoir non démocratique.

Pour éviter un climat politique tendu et pour préserver la souveraineté nationale malgache, un appel à dialogue entre les candidats doit être poursuivi et soutenu ainsi que l'appui des organisations internationales pour l'observation électorale comme la SADC, Southern African Development Community. Madagascar pourrait faire encore l'objet de coup d'Etat comme le Gabon (2023), le Burkina Faso (2022), la Guinée (2021), le Soudan (2021), le Tchad (2021) ou le Mali (2020 et 2021) pour des raisons nationales ou logiques internationales.

Chaque élection présidentielle a en fait des enjeux démocratiques et institutionnels considérables sur le plan politique :

- Les opposants tentent toujours de déstabiliser les institutions (Gouvernement, Sénat et l'Assemblée Nationale), c'est le mimétisme institutionnel ;
- Les dirigeants en cours essaient de stabiliser l'économie en période post-électorale par la réalisation des différentes promesses électorales précédentes et de projets sociaux de développement, tandis que les opposants déstabilisent pour affaiblir la réalisation de ces projets dans le but de prendre une popularité de redressement.

Ces faits réduisent la confiance des investisseurs par souci de la rentabilité de leurs investissements déjà engagés et la diminution de leur confiance envers le gouvernement.

5. Conclusion

La guerre en Ukraine a intensifié une mutation géopolitique mondiale entre les différents pays. Chaque décision prise et les relations diplomatiques ont diversifié l'union et la coopération entre eux. Des pays se rallient à la Russie et d'autres à l'Ukraine. Les pays destinataires des produits exportés de l'Ukraine souffrent beaucoup et d'autres ont créé une mutuelle relation économique et commerciale comme la Chine et la Russie, ou de soutien en investissement et militaire à l'instar de quelques pays d'Afrique comme le Gabon, la République centrafricaine, la Libye, le Tchad ainsi que le Soudan.

Madagascar, ancienne colonie de la France, subit toujours l'influence de cette dernière dans le domaine de la politique, de l'économie, de l'administration et même dans l'enseignement. La *Françafrique* existe encore, permettant à la France de dominer géopolitiquement et géostratégiquement Madagascar, comme la plupart des pays francophones, et les élections constituent le meilleur moyen de dévolution du pouvoir. D'où, une réflexion sur les élections et la réussite économique afin d'éviter une guerre pour le pouvoir.

La multitude des partis et des associations politiques à Madagascar marquera toujours une répression de la vie politique contrairement aux pays développés et/ou émergents. RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (1996) affirment que « *le système démocratique, tel qu'il fonctionne à Madagascar, n'est pas favorable au développement du pays* ». Cette multitude des partis

pose un effet de cliquet sur la réussite définitive du fonctionnement de la démocratie. « *La montée du pluralisme, à priori souhaitable, cache l'exacerbation des corporatismes qui rend les choix moins soucieux de l'intérêt collectif »* d'après Blanche N. RICHARD (2013).

La chute du taux de participation aux élections de 1992 à 2018 de 37 % à 17,03 % marque une réflexion aux leaders politiques malgaches de changer leur mode de gouvernance et de motiver les électeurs d'une promesse électorale fiable et qui a un impact direct sur leur vie sociale et économique comme le bénéfice de la sécurité sociale et alimentaire, l'emploi, le système éducatif et la santé.

Dans son ouvrage « Economie et Société » (1922), Max WEBER précise, concernant l'étude du pouvoir politique, que « *c'est seulement si le pouvoir d'Etat est respecté que la société peut s'organiser autour d'un point unanimement reconnu, et donc avancer, se structurer »*. Blanche N. RICHARD (2013) avance que « *la démocratie peut être un chemin au développement pour Madagascar »*. Il est alors nécessaire de réfléchir sur l'avenir de la grande île pour qu'elle soit un modèle de démocratie en Afrique.

Bibliographie

1. BM, Banque Mondiale (2000), « *Combattre la pauvreté* », Rapport sur le développement dans le monde 2000/1, Washington
2. BARRO R. (1999), « *Dterminants of Democracy* », Journal of Political Economy vol. 107, n°6, University of Chicago, pp.158-183
3. BLAIS A. (2023), « *Les élections affectent-elles les politiques gouvernementales ? Le cas des dépenses publiques* », Revue française de Science politique 2003/6 (Vol 53)
4. COUTURE J., JACOB S. (2019), « *Démocratie et politiques publiques* », Gouvernance et gestion publique, Presses de l'Université Laval, Canada, p. 219, 386 pages.
5. DOWNS A. (1957), « *Economic Theory of Democracy* »
6. FRANZESE R.J. (2002), « *Electoral and partisan cycles in economic policies ans outcomes* », Political Science Review , University of Michingan
7. FREY B., SCHNEIDER F. (1978), « *Une étude empirique de l'intervention* politico-économique aux Etats-Unis », Review of Economics and statistics
8. FRIEDMAN M., trad. CAROLL D. (1976), *« Inflation et systèmes monétaires »,* Calmann-Lévy, France, p. 29, 380 pages.
9. GALIBERT D. (2011), « *Les gens de pouvoir à Madagascar* », Karthala, Paris
10. HETTICH W., WINER L. (1988), « *Economic and Political Foundations of Tax Structure* », American Economic Review, Vol4, N°78, P 701-712
11. ICS, International Crisis Group (2010), « *Madagascar : Sortir du cycle de crises* », Rapport Afrique n°156, Antananarivo, p. 13, 151 pages.
12. PATY S. (2006), *« Interactions stratégiques et choix fiscaux décentralisés »*, Thèse HDR, Université ses Sciences et Technologies de Lille – Faculté des Sciences Economiques et Sociales, France, p.21, 53 pages.
13. PRM, Présidence de la République de Madagascar, « *L'Emergence Malagasy* », Rapport économique 2021-2022, Yearbook, Antananarivo, 2023, 164 pages.
14. RAJOANAH F. (1996), « *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX^{ème} siècle* », Thèse d'Etat, Université Lyon II, 4 Tomes, Lyon.
15. RAZAFIMBELO C. (1997), « *Histoire de Madagascar : L'indépendance* », Didaktika
16. RAAFINDRAKOTO M., ROUBEAUX F. (1996), « *Ce qu'attendent les tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie* », Politique africaine N°61, Karthala, Paris
17. RICHARD B.N. et al. (2013), « *Ethique, Démocratie et Développement* », Tsipika, 268 pages
18. ROUBAUD F. (2001), « *Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar* », Document de travail DT/2001/03, Développement et Insertion International (DIAL), p. 4, 19 pages.
19. SHI, SVENSSON (2001), « *Cycle politique budgétaire : sont-ils différents entre les pays développés et pays en voie de développement ?* », Université de Stockholm

20. SOUARÉ I.K. (2017), « *Les partis politiques de l'opposition en Afrique : La quête du pouvoir* », Presses de l'Université de Montréal, Canada, 297 pages.
21. TSIKOMIA A.A. M. (2023), « *Le budget des collectivités territoriales décentralisées : Relation cycle politico-économique à Madagascar* », Thèse de HDR en sciences économique – Economie publique, Université d'Antananarivo.
22. YAKEMTTCHOUK R. (1991), « *Une démocratie pour l'Afrique* », Institut Royal des Relations Internationales - Bruxelles, pp.5.